

# RAPPORT ANNUEL 2024 DE PCNLUX

Nous avons le plaisir de présenter le Rapport annuel 2024 du Point de contact national du Luxembourg pour la conduite responsable des entreprises (LuxPCN), qui dresse un bilan de nos activités au cours de l'année écoulée.

Ce rapport est basé sur le questionnaire standardisé préparé par le Comité de l'investissement de l'OCDE, que les PCN doivent compléter chaque année afin de répondre à leurs obligations de reporting. Le questionnaire couvre divers aspects, notamment les dispositions institutionnelles, les activités de promotion, les instances spécifiques (plaintes), l'apprentissage mutuel et l'évaluation des PCN par leurs pairs, ainsi que la cohérence des politiques.

Nous remercions toutes les parties prenantes pour leurs contributions précieuses et leur engagement continu. Nous restons disponibles pour échanger avec votre organisation et votre secteur au sujet des **Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour la conduite responsable des entreprises** (Principes directeurs), les documents d'orientation sur le devoir de diligence, le travail du LuxPCN, ainsi que la conduite responsable des entreprises de manière plus générale.

## INTRODUCTION

L'année 2024 a été une année importante pour la conduite responsable des entreprises (CRE) en Europe, marquée par l'adoption [la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité](#) (CSDDD) au niveau de l'UE. Ce nouveau cadre a eu un impact direct sur le travail du LuxPCN, tant sur le plan de ses activités de promotion que sur son rôle institutionnel.

Au Luxembourg, le Ministère de l'Économie est responsable, en coordination avec les autres ministères, de la transposition de la directive en droit national. En tant que membres du LuxPCN, nous jouons un rôle clé dans ce processus grâce à notre expertise en matière de conduite responsable des entreprises. Nous avons mis en place et présidé un groupe de travail interministériel informel afin de coordonner les efforts au sein du Gouvernement et organisé des consultations avec les parties prenantes pour garantir que le processus de transposition nationale repose sur un pluralisme de perspectives.

La directive a également influencé une grande partie de notre travail de sensibilisation cette année, plus de la moitié de nos activités de promotion ayant porté sur les évolutions réglementaires, en particulier la CSDDD et ses implications plus larges. Nous avons interagi avec les parties prenantes à travers des présentations, des ateliers et des discussions directes pour les aider à comprendre ces évolutions et à s'y préparer.

En 2024, nous avons également reçu deux nouvelles soumissions d'instances spécifiques, confirmant ainsi le rôle du LuxPCN en tant que mécanisme de recours dans le domaine de la CRE.

Parallèlement, nous avons poursuivi notre participation aux forums interministériels abordant les questions de conduite responsable des entreprises et des droits de l'homme, contribuant aux discussions politiques et aidant à aligner les efforts nationaux sur les normes internationales.

Nous remercions sincèrement toutes les parties prenantes pour leur engagement tout au long de l'année. Leurs contributions et leur collaboration ont été essentielles pour faire progresser notre travail. Comme toujours, nous restons disponibles pour procéder à des échanges de vues sur les Principes directeurs de l'OCDE, pour prendre en considération les attentes en matière de devoir de diligence et pour aborder les sujets liés à la CRE avec les entreprises, avec la société civile ainsi qu'avec toute autre partie intéressée.

## I. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### STRUCTURE, EMBLEMMENT ET COMPOSITION DU PCN

Le LuxPCN a été créé en 2000 et fonctionne sous la forme d'une « agence unique », ce qui signifie qu'il est rattaché à un seul ministère. Il n'a pas été institué de manière formelle par un instrument législatif, réglementaire ou administratif. En effet, le LuxPCN est une entité au sein de la division des Affaires générales du Ministère de l'Économie et est composé de deux hauts fonctionnaires.

### RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES

Le LuxPCN dispose de deux membres du personnel à temps plein.

Il ne bénéficie donc pas d'un budget dédié, puisqu'il fait partie intégrante du Ministère de l'Économie; cependant, des ressources financières peuvent être allouées ponctuellement à sa demande, notamment pour des activités de promotion. En 2024, des fonds ont ainsi été mis à disposition pour soutenir l'organisation d'événements de sensibilisation, pour la participation aux réunions du Réseau des PCN et du Groupe de travail de l'OCDE sur la CRE, ainsi que pour la participation - à des événements organisés par des parties prenantes.

### REPORTING

Le LuxPCN est placé sous la tutelle du Ministre de l'Économie, dont le reporting parlementaire inclut les activités du PCN. Il soumet également chaque année un rapport au Comité de l'investissement de l'OCDE.

Par ailleurs, le PCN est soumis à d'autres exigences en matière de transparence, notamment la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte et la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

## II. INFORMATION ET PROMOTION

### SITE INTERNET

Le LuxPCN dispose d'un [site internet](#) dédié. Ce site fournit des informations complètes sur les Principes directeurs de l'OCDE et le rôle du PCN, y compris le texte intégral des Principes directeurs, une présentation de leur objectif, les guides de l'OCDE sur le devoir de diligence, des contenus explicatifs sur le devoir de diligence ainsi que des précisions sur le mandat du LuxPCN.

Concernant les cas spécifiques (plaintes), le site décrit la procédure de dépôt des plaintes, propose un formulaire en ligne et met à disposition les règles de procédure du LuxPCN ainsi que les déclarations finales des affaires traitées.

## ACTIVITÉS DE PROMOTION

En 2024, le LuxPCN a organisé ou co-organisé **12 événements visant à promouvoir les Principes directeurs de l'OCDE, le PCN et les Guides de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises**. Ces événements ont réuni une diversité de parties prenantes, notamment des entreprises et leurs représentants, des organisations non gouvernementales, des institutions nationales des droits de l'homme, des universitaires, l'Ordre des avocats du Luxembourg ainsi que plusieurs ministères et administrations.

**Par ailleurs, le LuxPCN a participé à 8 événements externes, au cours desquels il a présenté les Principes directeurs et le rôle du PCN.**

Plus de la moitié des événements en 2024 ont porté sur les évolutions réglementaires, en particulier au niveau européen, avec une attention particulière sur la directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) et ses implications. De plus amples informations sur une sélection de ces événements sont disponibles sur notre site internet.

En avril, le LuxPCN, aux côtés de collègues du **Ministère des Affaires étrangères et européennes**, a rencontré une **délégation d'avocats et de défenseurs des droits humains venus du Brésil, du Mexique et d'Afrique du Sud**. La délégation a exprimé des préoccupations quant aux impacts sociaux et environnementaux liés aux activités minières et industrielles impliquant des filiales d'entreprises basées au Luxembourg. Le LuxPCN a présenté le fonctionnement de son mécanisme de plainte, en répondant aux questions portant sur la transparence, les procédures judiciaires parallèles et la protection contre les représailles. Ces échanges ont permis de discuter de l'accès aux recours et du rôle des PCN dans la promotion de la conduite responsable des entreprises.

Le LuxPCN a également contribué au **Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) Summit**, où un membre du PCN a animé une **masterclass sur l'intégration des droits humains dans les décisions d'investissement**. Avec plus de 100 professionnels du secteur financier présents, cette session intervenait à un moment clé, dans le prolongement de la mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE en 2023, qui a renforcé les attentes en matière de conduite responsable des entreprises dans le secteur financier. Alors que les institutions financières jouent un rôle croissant dans l'intégration des pratiques de durabilité et de devoir de diligence, cette session a offert une occasion précieuse d'examiner ces évolutions en profondeur. Elle a combiné une présentation théorique des principes fondamentaux des droits humains et une approche pratique adaptée spécifiquement aux banques et aux gestionnaires d'actifs.

Dans le cadre de ses efforts de renforcement des capacités internes, le LuxPCN a également organisé un **séminaire sur la réglementation en matière de durabilité** à destination des collègues du Ministère de l'Économie. Cette session a couvert les récents développements réglementaires en matière de durabilité et de devoir de diligence, offrant des clarifications sur ces cadres en constante évolution. Ce séminaire a permis de favoriser le partage des connaissances entre services et de renforcer l'expertise en matière de conduite responsable des entreprises

## III. CAS SPECIFIQUES (PLAINTES)

## REGLES DE PROCEDURE DU PCN POUR LE TRAITEMENT DES CAS SPECIFIQUES

Le LuxPCN dispose de règles de procédure pour le traitement des instances spécifiques, disponibles sur son site internet. Ces règles de procédure n'ont pas été modifiées en 2024.

## RAPPORT SUR LES CAS SPECIFIQUES

Au début de l'année 2024, le LuxPCN a clôturé une instance spécifique, dont les détails ont été communiqués au Secrétariat de l'OCDE et publiés sur notre site internet.

Au cours de l'année, le LuxPCN a reçu **deux nouvelles soumissions d'instances spécifiques**. L'évaluation initiale de l'une des affaires a été finalisée en décembre et mise à disposition du public sur le site du PCN, tandis que l'évaluation de la seconde affaire est toujours en cours.

## IV. APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS ET EXAMENS PAR LES PAIRS

En 2024, **le LuxPCN a participé activement aux réunions du Groupe de travail de l'OCDE sur la CRE, du Réseau de l'OCDE des Points de Contact Nationaux et du réseau régional des PCN avec la Belgique, la France et les Pays-Bas**. Ces échanges ont permis de partager des perspectives et des bonnes pratiques avec d'autres délégués et PCN.

Le LuxPCN a également participé à **l'événement d'apprentissage par les pairs des PCN de l'OCDE**, organisé par le PCN autrichien à Vienne en octobre. Cet événement a porté sur les principaux défis auxquels les PCN sont confrontés, notamment les **activités de promotion, l'engagement avec les parties prenantes, le traitement des instances spécifiques et la cohérence des politiques**. Les discussions ont exploré la manière dont les PCN gèrent des ressources limitées, collaborent avec des organes consultatifs et s'adaptent aux évolutions réglementaires récentes, y compris les mises à jour des Principes directeurs de l'OCDE.

Contrairement aux années précédentes, aucune occasion de participer à un examen par les pairs ne s'est présentée en 2024. Cependant, le **Secrétariat de l'OCDE a finalisé le cadre des examens par les pairs** et publié le calendrier du premier cycle officiel des examens (2025-2031), désormais obligatoire suite à la mise à jour des Principes directeurs. Selon ce calendrier, **le LuxPCN sera soumis à son propre examen par les pairs au premier trimestre 2028 (après un premier examen en septembre 2022)**, mené par **l'Autriche et le Kazakhstan**. Il participera également à l'examen par les pairs de la **Norvège au troisième trimestre 2025** et de la **Nouvelle-Zélande au premier trimestre 2029**.

## V. COHERENCE DES POLITIQUES

En 2024, le LuxPCN a poursuivi sa participation active aux forums interministériels traitant de la conduite responsable des entreprises et des droits humains, notamment le **Comité interministériel des droits de l'homme** et le **Groupe de travail sur les entreprises et les droits humains**.

En parallèle, le LuxPCN a joué un rôle clé dans **la coordination des travaux liés à la transposition nationale de la directive CSDDD**. Il a initié et dirigé un groupe de travail interministériel informel, facilitant les échanges entre les différentes administrations, et a organisé des consultations avec les parties prenantes.

À travers ces activités, le LuxPCN a contribué au **renforcement de la cohérence des politiques**, en favorisant une approche cohérente de la conduite responsable des entreprises au sein du gouvernement et en facilitant l'alignement des discussions réglementaires et législatives.

TABLEAU 1

## Événements organisés et co-organisés par le PCN pour promouvoir les lignes directrices et/ou le PCN

Titre	Date (dd/mm/yyyy)	Lieu	Type d'événement	Taille de l'audience	Organisé ou co-organisé?	Public ciblé	Thème
RBC Developments	16-Jan-2024	House of Sustainability	Meeting	<10	Co-organisé	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other	OECD Guidelines, upcoming NCP activities, upcoming House of Sustainability activities.
OECD Guidelines & C3SD	22-Jan-2024	Virtual	Meeting	<10	Co-organisé	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other	OECD Guidelines and related due diligence Guidance.
Supply Chain Legislation	01-Feb-2024	Luxembourg	Meeting	<10	Co-organisé	<input type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other	Developments in supply chain legislation
LuxNCP & ABBL RBC Meeting	19-Feb-2024	MECO	Meeting	<10	Co-organisé	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	Human Rights Grievance Mechanisms and RBC
LuxNCP/LSFI RBC Due Diligence	12-Mar-2024	Virtual	Meeting			<input type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other	OECD Guidelines and the Due Diligence Guidance on the financial sector

OECD NCPs	14-Mar-2023	Virtual	Meeting	<10		<input type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other	OECD NCPs for RBC
LuxNCP & House of Sustainability RBC Meeting	03-Apr-2024	MECO	Meeting	<10	Co-organised	<input checked="" type="checkbox"/> Business <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	Promoting RBC due diligence among businesses
Meeting with Delegation of Human Rights Defenders	30-Apr-2024	MECO	Meeting	10-50	Co-organised	<input type="checkbox"/> Business <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	LuxNCP, grievance mechanisms
LuxNXP Stakeholder Consultation Meeting	13-06.2024	MECO	Meeting	10-50	Organized	<input checked="" type="checkbox"/> Business <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input checked="" type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	OECD Guidelines, DD Guidance, RBC
NCP Academia RBC Meeting	18-06-2024	Uni.Lu	Meeting	<10	Organized	<input type="checkbox"/> Business <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	RBC developments
NCP Business RBC Meeting	24-07-2024	MECO	Meeting	<10	Organized	<input checked="" type="checkbox"/> Business <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	OECD Guidelines and the Due Diligence Guidance, more specifically Due Diligence Guidance for Responsible Supply Chains in the Garment & Footwear Sector
Recent Developments on RBC	25-09-204	MECO	Seminar	10-50	Organized	<input type="checkbox"/> Business <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	Internal seminar on recent policy and regulatory developments on RBC, with a focus on EU CSDDD

<b>Total number of events:</b>	12
--------------------------------	----

TABLEAU 2							
Présentations du PCN pour promouvoir les lignes directrices et/ou le PCN lors d'événements organisés par d'autres							
Titre	Date	Lieu	Type d'événement	Taille de l'audience	Public ciblé	Organisateurs/organisatrices	Thème de l'intervention
OECD NCP Research Project	01-Feb-2024	Virtual	Meeting	<10	<input type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other (NHRIs)	Researcher / NYU	Roles and Responsibilities of NCPs.
CIDH	20-Feb-2024	MFA	Meeting	10-50	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input checked="" type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	Ministry of Foreign and European Affairs	OECD Guidelines and Responsible Business Conduct
Supply Chain Legislation: Is it a Game Changer or Another Box to Tick	18-Apr-2024	Chamber of Commerce	Conference	>100	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input checked="" type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	Cluster for Logistics Luxembourg	RBC Due Diligence
Respecter les droits humains dans votre chaîne d'activités - CS3D et le Pacte national « Entreprises et les droits de l'Homme »	06-Jun-2024	Virtual	Webinar	50-100	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input checked="" type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other,	House of Sustainability & Chamber of Commerce	The EU CSDDD: Understanding the final agreement and its implications for businesses

LSFI Summit	18-Sep-2024	Neumünster Abbey	Conference	>100	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input checked="" type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other, please specify	Luxembourg Sustainable Finance Initiative	Masterclass on “How to Integrate Human Rights Into Investment Decisions”
Optimize Your Supply Chain with AI	26-Sept-2024	Belval Campus, University of Luxembourg	Workshop	10-50	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other (NHRIs)	LIST & Cure Intelligence	EU Corporate Sustainability Due Diligence Directive: Understanding the Directive and its implications for businesses
NCP Peer Learning Event	21/22-Oct-2024	Vienna	Peer Learning Event	10-50	<input type="checkbox"/> Business representatives <input type="checkbox"/> NGOs <input type="checkbox"/> Trade Unions <input type="checkbox"/> Academia <input type="checkbox"/> Government <input checked="" type="checkbox"/> Other (NHRIs)	Austrian NCP	Various interventions on the activities of the NCP
Droits humains & entreprises. Vers une transposition ambitieuse de la CSDDD dans le droit luxembourgeois. Quels défis à relever ?	2-Dec-2024	Neumünster Abbey	Conference	50-100	<input checked="" type="checkbox"/> Business representatives <input checked="" type="checkbox"/> NGOs <input checked="" type="checkbox"/> Trade Unions <input checked="" type="checkbox"/> Academia <input checked="" type="checkbox"/> Government <input type="checkbox"/> Other (NHRIs)	Initiative Devoir de Vigilance	EU CSDDD Implementation Efforts

Total number of events:

8

